

Présidentielle 2016

BILAN ABO : PEUT MIEUX FAIRE...

Quel bilan peut-on dresser de la période allant du 16 octobre 2009 au 16 octobre 2015 sur les quatre thèmes prioritaires de l'action gouvernementale que sont le Pacte social, le pouvoir d'achat des fonctionnaires, la formation et le logement ? La gouvernance du président Ali Bongo Ondimba (ABO) a-t-elle véritablement changé le Gabon ?

Pour la présidentielle de 2016, Ali Bongo Ondimba compte sur son bilan, notamment économique, pour faire la différence vis-à-vis de ses adversaires de l'opposition. Certes, on peut difficilement lui attribuer dix sur dix, mais, au moins, on peut estimer qu'il est au-dessus de cinq sur dix. Sur la période allant du 16 octobre 2009 au 16 octobre 2015⁽¹⁾, notre rédaction a volontairement choisi d'analyser l'évolution de la situation dans quatre domaines : le Pacte social, le pouvoir d'achat des fonctionnaires, la formation et le logement.

Le Pacte social, une grande priorité

On observe que sur certains chantiers majeurs, celui du Pacte social est l'une des grandes ambitions du chef de l'État gabonais. Ce dernier tient à l'amélioration des conditions de vie de ses compatriotes. Il sait pertinemment que le Gabon, classé parmi les pays les mieux nantis du continent en raison de son revenu par habitant combiné à sa faible population, détonne par la pauvreté qui y sévit. Sur ce sujet sensible pouvant être à l'origine de tensions sociales récurrentes, la position stratégique du président ABO est de s'attaquer à bras-le-corps à cette situation potentiellement explosive. À ce titre, les Assises sociales qui se sont tenues l'année dernière ont permis la prise de conscience de l'état de pauvreté observable dans le pays. Des actions telles que l'adoption de la nouvelle grille des salaires chez les fonctionnaires, le chantier de construction de la route à deux voies du PK5, le raccordement au réseau d'adduction d'eau du quartier Angondjé – qui n'en possédait pas depuis sa création – à partir de la ville de Ntoum (située à 30 km de Libreville), ou encore le rétablissement définitif de l'arrivée de l'eau dont l'absence paralysait le CHU de Libreville, où la qualité des soins

fait pourtant venir les malades des quatre coins du pays, inspire à l'un des conseillers du président la formule lapidaire « *Il faut savoir d'où nous venons* » pour traduire le niveau des efforts consentis par le gouvernement d'ABO sur toutes les questions sociales (*lire aussi l'interview du 1^{er} vice-Premier ministre en charge de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale p. 26-27*).

Hausse du pouvoir d'achat malgré la crise

Depuis le 25 juillet dernier, les 87 300 fonctionnaires et contractuels du Gabon perçoivent un salaire à la hausse. C'était une promesse de campagne du candidat ABO, et elle a été respectée. Beaucoup se souviendront que depuis des années, les syndicats relevant du secteur public réclamaient à cor et à cri une revalorisation des salaires, mais qu'aucun gouvernement n'avait osé répondre favorablement à cette exigence. Chaque fois, il leur était répondu que la situation économique et financière du pays ne permettait pas d'appliquer cette mesure qui gonflerait *de facto* une masse salariale déjà estimée trop élevée par le FMI et la Banque mondiale. Donc, lorsque le président invita, en septembre 2014, le gouvernement et les syndicats à s'asseoir autour d'une table « *pour un dialogue social sans tabou* », personne n'imaginait cette issue, d'autant que le Premier ministre Daniel Ona Ondo, à la suite des échanges avec les partenaires sociaux, avait conclu que les revendications des travailleurs, bien que légitimes, ne trouvaient pas de réponses adéquates. Mais ABO, allant à contre-courant de l'avis de son chef du gouvernement et dans le souci d'apaiser les tensions ainsi que d'améliorer le pouvoir d'achat des populations, a demandé au gouvernement d'amorcer l'important chantier de mise en place d'un nou-

veau système de rémunération sectorielle avec le relèvement du SMIG et des niveaux de base indiciaires par catégorie correspondant à la hausse du point d'indice de 425 à 500 FCFA.

La formation, le plus sûr moyen de transformer l'État

« *Nous ne proposons aucun avenir à nos enfants si nous ne sommes pas capables de leur apporter la meilleure formation qui soit pour les métiers de demain : bois et gestion forestière, mines et métallurgie, économie numérique, tourisme...* », affirme le président ABO pour mettre en avant son intérêt pour la jeunesse de son pays. L'éducation et la formation sont au cœur de son projet de société « *L'Avenir en confiance* ». Le président sait qu'il est capital d'apporter des réponses aux demandes des entreprises en termes de ressources humaines de qualité. Face à cette urgence, les pouvoirs publics se sont impliqués en force dans la formation, en privilégiant les métiers techniques d'avenir. La création de nouvelles écoles comme l'Institut du pétrole et du gaz de Port-Gentil (IPG), l'École des mines et de la métallurgie de Moanda (EMMM) ou l'École des métiers du bois de Boué est au cœur de cette nouvelle stratégie de professionnalisation visant à réduire l'inadéquation formation-emploi qui condamne au chômage la plupart des diplômés. Depuis 2015, l'IPG, livré en juin dernier, est opérationnel et accueille des étudiants en Master spécialisé de géosciences, forage, puits et production. De son côté, l'EMMM doit ouvrir ses portes pour l'année académique 2016-2017 et a la charge de fournir des ingénieurs et des techniciens aux administrations et aux entreprises comme le Complexe minier de Moanda, la Comilog, Gabon Mining, etc. Autre fait notable, la création du fonds « *Train My généra-*